



PRÉFET DU VAR

PREFECTURE
Direction de l'Action Territoriale de l'Etat
Bureau du Développement Durable

ARRETE en date du **16 JAN. 2012**

**portant mise en demeure
au titre de la réglementation relative
aux installations classées pour la protection de l'environnement**

**Carrière située au lieu dit "Les Selves"
sur le territoire de la commune de FLASSANS SUR ISSOLE**

Le Préfet du VAR,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement et notamment son article L 514-1,

Vu le décret n° 94-485 du 9 juin 1994 incluant les carrières dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous la rubrique 2510,

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2000 autorisant la société « Carrières de Saint Baillon » à exploiter une carrière et des installations de traitement de matériaux, lieu-dit « Les Selves », sur le territoire de la commune de Flassans sur Issole,

Vu l'arrêté préfectoral du 7 mars 2011 fixant le montant des garanties financières et modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter,

Vu les écarts constatés à la réglementation lors l'inspection de l'installation le 27 août 2008 et le 20 octobre 2011,

.../...

Vu le rapport du 8 décembre 2011 de l'Inspecteur des installations classées près de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

Considérant que l'exploitation de cette installation est réalisée dans des conditions irrégulières et qu'il importe de mettre fin à cette situation pour la sauvegarde des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement,

Considérant qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter susvisé,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1

La SARL des Carrières de Saint Baillon, dont le siège social est situé lieu-dit « Les Selves » 83340 Flassans sur Issole, est mise en demeure de respecter dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 1.3, 4.3.1, 4.3.3, 4.3.4 et 4.3.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} décembre 2000 qui l'autorise à exploiter une carrière et des installations de traitement de matériaux situées lieu-dit « Les Selves », sur le territoire de la commune de Flassans sur Issole.

A cette fin, la SARL des carrières de Saint Baillon devra :

- réduire la hauteur de tous les fronts de taille de la carrière à moins de quinze mètres
- prendre toutes les dispositions utiles pour que les manipulations de matériaux, la circulation des véhicules et des engins ne soient à l'origine de production de poussières, notamment par l'entretien et l'arrosage des pistes, des stocks et des agrégats en cours de chargement et de transport
- protéger des vents ou stabiliser les stockages de matériaux extérieurs pour éviter l'envol de poussières
- récupérer par des systèmes de captation ou abattre par arrosage les poussières produites par la foreuse, l'installation des matériaux (concasseurs, cribles, chute de tapis, mises en stock)
Au besoin capoter les machines en y associant un arrosage ou une pulvérisation ou encore une aspiration avec dépoussiérage
- arroser les pistes de circulation et aires de manœuvres

.../...

Article 2

Si à l'issue du délai fixé, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions complémentaires prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales susceptibles d'être engagées.

Article 3

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Il sera également affiché en mairie de Flassans sur Issole pendant une durée d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de cette commune.

Article 4

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'acte,
- par les tiers, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

Article 5

M. le Secrétaire Général de la Préfecture,
M. le Sous Préfet de Brignoles,
M. le Maire de Flassans sur Issole,
L'Inspecteur des installations classées auprès de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Toulon, le

16 JAN. 2012

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Olivier de MAZIERES